



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Forum social européen

Question au Gouvernement n° 906

Texte de la question

FORUM SOCIAL EUROPÉEN

M. le président. La parole est à M. Eric Raoult, pour le groupe UMP.

M. Eric Raoult. Monsieur le ministre des affaires sociales, ma question concerne le Forum social européen, qui se tient jusqu'au 16 novembre dans les départements de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

Un forum, c'est, selon la définition que j'ai relevée dans un dictionnaire, un lieu de débat, un lieu où se discutent les affaires publiques. Dès lors, nous comprenons que le Gouvernement, sur le thème de la mondialisation, ait montré un esprit constructif d'ouverture et de dialogue en contribuant à cette manifestation.

Toutefois, il convient que ce forum ne soit pas kidnappé et qu'on l'aide à ne pas dérapier. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Ce forum ne doit pas être kidnappé par des idéologues ou par des partis politiques.

M. Jean Glavany. Oh !

M. Eric Raoult. Il ne doit pas non plus dérapier. Dérapier par des jugements critiques contre le Gouvernement. (« Oh ! » *sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. Jean-Claude Lefort. Stalinien !

M. Eric Raoult. Dérapier par des déclarations choquantes ou irresponsables contre les nations occidentales, contre les Etats-Unis, contre l'Europe ou encore contre l'Etat d'Israël.

M. Maxime Gremetz. C'est le bâillon !

M. Eric Raoult. A cet égard, le programme de certaines tables rondes peut à juste titre nous inquiéter. Je souhaite donc vous interroger, monsieur le ministre, sur les dispositions qui peuvent être prises pour éviter que ce forum ne devienne un lieu non de discussion, mais d'accusation. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. Jacques Desallangre. Et alors ? Ce serait justifié !

M. Eric Raoult. Les démocraties occidentales, dont la France fait partie, veulent un monde de liberté et non de pauvreté, une Europe de progrès et non d'égoïsme, une société ouverte et non repliée sur elle-même. Le Forum social européen mérite donc mieux que de quelconques dérapages.

Monsieur le ministre, que comptez-vous faire pour que Saint-Denis ne devienne ni Evian ni Durban ?

(*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur plusieurs bancs du groupe Union pour la démocratie française.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

M. François Fillon, ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Monsieur le député, le Gouvernement observe avec beaucoup d'intérêt tout ce qui se dit et tout ce qui se pense sur la mondialisation.

Le sujet est assez important et profond pour ne pas s'en tenir à une pensée unique. On peut cependant se mettre d'accord autour de quelques idées simples.

D'abord, la mondialisation est une donnée du xxi^e siècle. Ce n'est pas un projet, c'est le sens de l'histoire. Des nations nouvelles aspirent au développement.

La mondialisation, ensuite, est porteuse de progrès (« Oh ! » sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains)...

M. Yves Cochet. Et de dégâts.

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. ... pour beaucoup de pays autour du monde, mais elle est aussi source de fractures sociales et politiques.

M. Jean-Claude Lefort. Surtout !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Nous pensons que l'avenir de la planète ne doit pas être dominé par les rapports de force et par l'égoïsme.

M. Jacques Desallangre. Par le pognon !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. C'est la raison pour laquelle la France, sous l'impulsion du Président de la République, ambitionne de participer à la construction d'un monde qui soit plus juste et plus équilibré. Nous avons fait dans ce sens des propositions que le Gouvernement défend à chaque niveau de responsabilité.

C'est d'abord une meilleure régulation de la mondialisation au plan stratégique, avec le renforcement de l'Organisation des Nations unies, avec la modification de l'OMC et avec la création d'une Organisation mondiale de l'environnement.

M. Yves Cochet. Très bien !

M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Nous nous battons ensuite pour que l'aide budgétaire au développement soit plus généreuse et que les pays développés fassent un effort considérable dans ce domaine.

Enfin, nous nous battons pour que l'Europe, en réussissant à trouver une position commune, notamment sur la question du modèle social qu'elle veut porter, puisse peser sur l'équilibre du monde.

Entre la peur de la mondialisation et la fascination pour la globalisation financière, il existe un espace politique pour la France et pour l'Europe. A nous de nous en saisir ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur plusieurs bancs du groupe Union pour la démocratie française.*)

Données clés

Auteur : [M. Éric Raoult](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (12^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 906

Rubrique : Organisations internationales

Ministère interrogé : affaires sociales, travail et solidarité

Ministère attributaire : affaires sociales, travail et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 novembre 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 13 novembre 2003